

## Indice de Perception de la Corruption 2008 de Transparency International

### Union Européenne et Europe de l'Ouest

Bien que les pays de l'Union Européenne et des autres pays d'Europe de l'Ouest se situent en tête de l'Indice de Perception de la Corruption 2008 de Transparency International, les résultats de cette année montrent qu'aucune région de l'Union Européenne ou proche de l'Union Européenne n'est à l'abri de la corruption.

La perception globalement négative qui se manifeste par la baisse générale des notes IPC obtenus par les pays de l'Union Européenne et les autres pays d'Europe de l'Ouest indique que l'adhésion à l'Union Européenne ne rend pas superflu le renforcement des règles permettant de combattre la corruption. Elle indique également que la sensibilité à la question de la corruption se renforce dans toute la région. De récents scandales fortement médiatisés touchant le secteur public et le secteur privé ont braqué les projecteurs sur la question de la corruption active et ont permis de mieux comprendre comment les gouvernements tolèrent ces agissements ou y réagissent.

Les importants scandales qui ont été révélés en **Norvège** au cours des dernières années, et la diminution de la note du pays, qui est passée de 8,7 en 2007 à 7,9 en 2008, traduisent les problèmes plus profonds qui affectent à la fois le secteur privé et le secteur public, en dépit de l'augmentation du nombre d'affaires qui font l'objet d'enquêtes et de poursuites pénales.

La forte crédibilité du **Royaume Uni** en matière de lutte contre la corruption au sein de l'OCDE et d'autres grandes institutions internationales a été entamée après la décision prise en décembre 2006 de mettre fin aux investigations pénales visant la société British Aerospace Systems (BAE Systems) dans le cadre de la conclusion du contrat Al Yamamah avec l'Arabie Saoudite. Cette décision a soulevé de fortes inquiétudes quant au respect par le Royaume Uni de ses engagements internationaux en matière de lutte contre la corruption.

L'adhésion à l'Union Européenne ne permet pas automatiquement de juguler la corruption, comme le montre nettement la forte dégradation de la note de la **Bulgarie**, qui s'établit à 3,6 en 2008, contre 4,1 en 2007. Malgré son adhésion à l'UE, le pays hésite toujours à s'attaquer de front à la corruption politique, qui apparait étroitement liée à une très forte présence de grands réseaux criminels. Au cours des deux dernières années, la corruption dans l'attribution de marchés publics et de contrats de concession stratégiques, la paralysie de la justice du fait de la corruption des institutions et le détournement de fonds de l'Union Européenne dédiés au développement du pays (qui a récemment fait l'objet d'une procédure de sanction) ont nui aux performances de la Bulgarie, sérieusement altéré son image à l'étranger et affaibli la confiance dans ses institutions publiques.

Le manque de transparence du financement de la campagne électorale en **Finlande** a ébranlé la confiance de l'opinion à l'égard du personnel politique, et de nombreux hommes politiques ont été impliqués dans un scandale lié au financement de la campagne électorale de 2007. L'enquête s'est concentrée sur un petit groupe d'hommes d'affaires influents qui ont contribué au financement de la campagne électorale d'un certain nombre de leaders appartenant à la majorité et à l'opposition. Ces événements ont donné lieu à un débat d'une intensité sans précédent sur la question de la corruption politique. Le note de la Finlande a diminué, passant de 9,4 en 2007 à 9,0 en 2008.

Le note de **l'Italie** a également baissé, passant de 5,2 en 2007 à 4,8 en 2008. Le pays a été confronté à de graves affaires de fraude et de corruption affectant le secteur de la santé publique, qui ont débouché sur l'arrestation d'hommes politiques de premier plan et de fonctionnaires dans la région des Abruzzes. La société civile italienne s'est récemment inquiétée de l'indépendance du Haut Commissaire contre la Corruption.

En **France**, plusieurs affaires impliquant des responsables publics de premier rang ont fait surface au cours des deux dernières années, impliquant notamment l'ancien Premier Ministre Dominique de Villepin, et de nouvelles investigations visant l'ancien Président de la République Jacques Chirac ont été entreprises. En ce qui concerne le secteur privé, une affaire mettant en cause l'utilisation d'une caisse noire par une organisation liée à la principale confédération patronale française a également éclaté à la fin de l'année 2007. Ces différentes affaires peuvent avoir contribué à aggraver la perception de la corruption dans le secteur public et la note du pays a diminué passant de 7,3 en 2007 à 6,9 en 2008.

Au **Portugal**, des enquêtes visant plusieurs personnalités sportives de premier rang ont mobilisé l'attention de l'opinion publique en 2008. Le pays, dont la note a diminué, passant de 6,5 en 2007 à 6,1 en 2008, a connu pour la première fois une enquête judiciaire concluante dans une affaire de financement électoral illicite. Le débat public a été dominé par des discussions relatives aux nouvelles mesures à mettre en œuvre et à l'échec d'un précédent plan de lutte contre la corruption, ce qui a pu affecter les perceptions.

L'amélioration du note de la **Pologne**, passé de 4,2 en 2007 à 4,6 en 2008 peut s'expliquer par les premiers succès remportés par l'organisme public dédié à la lutte contre la corruption dans le secteur public et le secteur privé, établi en 2006. Les enquêtes diligentées par cet organisme ont abouti à l'arrestation de plusieurs responsables publics de haut rang, dont un ancien ministre, un ancien parlementaire et plusieurs hauts fonctionnaires.

Rang du Pays	Rang Régional du Pays	Pays /Territoire	Score CPI 2008	Intervalle de Confiance	Nb d'enquêtes utilisées
1	1	Danemark	9.3	9,1 - 9,4	6
1	1	Suède	9.3	9,2 - 9,4	6
5	3	Suisse	9.0	8,7 - 9,2	6
5	3	Finlande	9.0	8,4 - 9,4	6
7	5	Pays-Bas	8.9	8,5 - 9,1	6
7	5	Islande	8.9	8,1 - 9,4	5
11	7	Luxembourg	8.3	7,8 - 8,8	6
12	8	Autriche	8.1	7,6 - 8,6	6
14	9	Norvège	7.9	7,5 - 8,3	6
14	9	Allemagne	7.9	7,5 - 8,2	6
16	11	Irlande	7.7	7,5 - 7,9	6
16	11	Royaume-Uni	7.7	7,2 - 8,1	6
18	13	Belgique	7.3	7,2 - 7,4	6
23	14	France	6.9	6,5 - 7,3	6
26	15	Slovenie	6.7	6,5 - 7,0	8
27	16	Estonie	6.6	6,2 - 6,9	8
28	17	Espagne	6.5	5,7 - 6,9	6
31	18	Chypre	6.4	5,9 - 6,8	3
32	19	Portugal	6.1	5,6 - 6,7	6
33	20	Israël	6.0	5,6 - 6,3	6
36	21	Malte	5.8	5,3 - 6,3	4
		République Tchèque	5.2	4,8 - 5,9	8
45	22	Tchèque	5.2	4,8 - 5,9	8
47	23	Hongrie	5.1	4,8 - 5,4	8
52	24	Lettonie	5.0	4,8 - 5,2	6
52	24	Slovaquie	5.0	4,5 - 5,3	8
55	26	Italie	4.8	4,0 - 5,5	6
57	27	Grèce	4.7	4,2 - 5,0	6
58	28	Lithuanie	4.6	4,1 - 5,2	8
58	28	Pologne	4.6	4,0 - 5,2	8
70	30	Roumanie	3.8	3,4 - 4,2	8
72	31	Bulgarie	3.6	3,0 - 4,3	8